

DÉCISION N°D-2024-136

REGION ÎLE DE FRANCE – DEMANDE DE SUBVENTION DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « SOUTIEN REGIONAL AUX CELEBRATIONS DES JOP »

Le Maire de la commune de Carrières-sur-Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2024/011 du 5 février 2024 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire,

Considérant la volonté de la municipalité d'organiser des événements afin de célébrer les jeux,

Considérant les conditions d'obtention de la subvention « Soutien régional aux Célébrations des JOP », décrites dans la convention EX083661,

DÉCIDE

Article 1 : **D'AUTORISER** le Maire à solliciter une subvention auprès de la Région Île de France afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional aux Célébrations des JOP ».

Article 2 : **PRECISE** que les dépenses sont inscrites au budget 2024.

Article 3 : **D'AUTORISER** le Maire ou son représentant, chacun en ce qui les concerne, à effectuer toutes les formalités administratives, techniques ou financières, nécessaire à l'exécution de la présente décision et à signer tout document utile à cet effet.

Article 4 : Ampliation de la présente décision à :
- Monsieur le Préfet,
- Monsieur le Trésorier.

Fait à Carrières-sur-Seine, le 11 septembre 2024



Le Maire,

Arnaud de Bourrousse

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Commune de Carrières-sur-Seine (1 rue Victor-Hugo 78420 Carrières-sur-Seine) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R-421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles 56 avenue de Saint-Cloud dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télerecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr.